



26 janvier 2012

Véolia : une multinationale tentaculaire

Sa cible : les services publics pour d'énormes profits.

C'est en France (1853), que pour la première fois au monde, une entreprise privée, la Compagnie Générale des Eaux, fut créée pour exploiter cette richesse et en tirer d'énormes profits.

En 1980, la C.G.E. s'attaque aux services du traitement des eaux, à l'énergie, au traitement des déchets, aux transports, avec la complicité du pouvoir capitaliste.

En 1998, la Compagnie Générale des Eaux devient Vivendi, les objectifs n'ont évidemment pas changé, le profit avant tout.

A la suite d'affaires pour le moins sulfureuses (Messier) et pour « moraliser » l'image de l'entreprise (comme si le capital pouvait être moral), Vivendi devient Véolia Environnement en 2005, mais va devoir épurer une dette de 15 Milliards d'euros laissée par son prédécesseur.

Véolia reprend l'ensemble des activités de la C.G.E.

Freinée encore aujourd'hui par les luttes sociales en France (usagers de l'eau, E.D.F., S.N.C.F.), Véolia se développe à marche forcée à l'international pour les mêmes buts : s'emparer des activités de services publics pour plus de profits.

Aujourd'hui, la multinationale est devenue tentaculaire, elle exploite 315 500 salariés dans 77 pays.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2010 s'élève à 34,8 Milliards d'euros et pour les neufs premiers mois de l'année 2011, il est en hausse de 15,8%, avec 10 Milliards de liquidités dont 6 Milliards de trésorerie.

Les quatre secteurs d'activité de Véolia sont des multinationales à elles seules.

Pour les neufs premiers mois de l'année 2011, la gestion de l'eau (96 300 salariés) a dégagé un chiffre d'affaires de 9,3 milliards d'euros (+4,5% sur 2010), le traitement des déchets (84 700 salariés) 7,3 Milliards (+6,1% sur 2010), l'énergie (53 500 salariés), 5,08 Milliards (+3,7% sur 2010) et 2,4 Milliards pour l'activité transport (81 000 salariés) que Véolia a acquis en Mars 2011.

Un coup d'œil sur les actionnaires et les administrateurs démontre l'imbrication et l'étroite entente entre les banques et l'état capitaliste.

La caisse des dépôts et consignment (banque publique) et E.D.F. (entreprise encore publique) sont actionnaires du groupe.

On les retrouve parmi les 17 administrateurs de l'entreprise en compagnie de la banque Rothschild, de B.N.P. Paribas, de la banque Lazard, de

Groupama, de la Sofinco, société de financement Belge, du groupe Dassault, de Saint-Gobain et de Sanofi (pharmacie) pour les plus significatifs.

Que fait E.D.F. dans l'actionnariat de Véolia et dans son conseil d'administration sinon qu'organiser la privatisation totale de l'entreprise publique et en tirer profit ?

Que fait la Caisse des Dépôts et Consignations dans les mêmes structures ? Préparer les opérations financières et en tirer également profit.

La preuve : Véolia se sépare de sa branche transport qu'elle a achetée en Mars 2011. Elle compte en tirer 5 Milliards de cash et réaliser 225 Millions d'économie dès 2012 et c'est la Caisse des Dépôts et Consignations qui deviendrait propriétaire de la moitié du capital de l'entreprise. Véolia réaliserait ainsi une opération juteuse financée par l'état capitaliste.

Ajoutons encore que Véolia va distribuer 203 Millions de dividendes et a procédé au rachat pour 210 Millions de dollars et 56 Millions d'euros de ses propres actions sur ses deux marchés boursiers.

Mais Veolia veut aller plus loin. En vendant sa branche transport elle annonce un plan de restructuration visant à se recentrer sur ses activités les plus rentables sans en préciser le contenu. Ce qui fait dire au journal « Le Figaro » que « l'annonce de réduction d'effectifs, mêmes volontaires, est à proscrire avant l'élection présidentielle ».

L'eau, dont le prix est de 20 à 44% plus cher sous gestion privée (selon les associations de consommateurs), le traitement des déchets dont le prix a explosé, le prix de l'énergie qui augmente de façon considérable, les transports toujours plus chers, sont des besoins fondamentaux. L'accès à ces besoins doit être libéré de toute emprise capitaliste avec leur nationalisation comme mesure immédiate.

Les luttes menées dans ces secteurs d'activité ont permis de freiner la multinationale avide de profits, mais il faut aller plus loin, renforcer encore ces luttes pour parvenir à éliminer ce système qui ne produit que des difficultés supplémentaires pour le peuple.

« Communistes » est le seul parti à le proposer et à tout mettre en œuvre pour aider les luttes, c'est ce que porte notre candidat à l'élection présidentielle : Christophe Ricerchi.

www.sitecommunistes.org